

GUERRES ET NOUVELLES TECHNOLOGIES, OU L'EXTENSION CONTINUE DU RÉGIME RÉPRESSIF EN « DÉMOCRATIE »

Équipe rédactionnelle

Dans un éditorial précédent, nous avions attiré l'attention sur l'expression oxy-morique de « démocratie illibérale », l'un de ces éléments de langage « si séduisants qu'ils pénètrent en toute traîtrise dans les esprits » (2025). Il en est d'autres qui participent à instiller l'idée que pour renforcer les États-nations menacés par l'illibéralisme, il faut se préparer au pire : la guerre.

La guerre et la violence militaire frappent bien réellement en de nombreux points du globe : depuis presque quatre ans en Ukraine à la suite de l'invasion russe de février 2022, à Gaza et en Cisjordanie, à El Fasher au Soudan lors du massacre perpétré par les Forces de soutien rapide le 26 octobre 2025¹, lors des répressions meurtrières ces derniers mois au Népal et en Indonésie, etc. Bien que réelle, la guerre est virtualisée, colonise les imaginaires et le langage, acclimatant les esprits à sa possible irruption.

Depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, la sémantique du président est ouvertement guerrière et la métaphore martiale jalonne ses allocutions. Dès son arrivée, le ministère de la Défense prend le nom de ministère des Armées, une dénomination que la Cinquième République a connue à deux reprises, de ses débuts en 1958 jusqu'à 1969 puis de 1973 à 1974. On se rappellera entre autres du célèbre « Nous sommes en guerre » qui appelait

¹ Pour une analyse du conflit au Soudan, nous renvoyons à l'article « Guerre ou révolution ? Lire le conflit soudanais par un retour sur les Comités de Résistance » paru dans le n°176-177 de notre revue. Les auteurs reviennent sur « l'emprise idéologique de la vision d'une Afrique déchirée par des guerres » participant à l'invisibilisation du processus de changement radical entrepris par les Comités de Résistance soudanais (Casciarri, Al-Ameen Al-Faki & Al-Nour, 2024).

à la « mobilisation générale » contre le coronavirus. Au-delà du « réarmement académique, scientifique, technologique, industriel et agricole », c'est aussi la lutte contre l'infertilité qu'il envisage sous l'angle du « réarmement démographique ». Ses plans bellicistes concernent aussi la jeunesse. Après avoir appelé de ses vœux un « réarmement civique » pour inculquer les valeurs républi-caines – du reste jamais explicitées – dans son discours aux armées du 13 juillet 2025, il y claironnait qu'il fallait « accélérer les efforts sur notre réserve » et « donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir, selon d'autres modalités, au sein de notre armée ». Toujours dans son discours aux armées, il y affirmait que : « pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant ». Dans cette ode sibylline à la puissance, il reste à savoir de quelle liberté il retourne et qui doit craindre quoi ?

Outre-Atlantique, la situation n'est, on le sait, guère enviable et la même logique semble sévir. Le 5 septembre 2025, c'est Donald Trump qui a rebaptisé le ministère de la Défense en ministère de la Guerre, décision accompagnée d'une déclaration de son secrétaire d'État Pete Hegseth : « Nous allons former des guerriers, pas seulement des défenseurs ». Qui veut la paix, prépare la guerre dit l'adage.

C'est le terme de préparation militaire qu'employait d'ailleurs, pour dénoncer son pouvoir insidieux, la militante féministe russe Emma Goldman dans un texte daté de 1915 et paru dans le mensuel américain anarchiste *Mother Earth* dont elle était éditrice. Intitulé “Preparedness, the Road to Universal Slaughter”, il conserve une étrange actualité. Elle y exposait cette doctrine qu'elle considérait n'être jamais un facteur de paix et même une cause majeure de la guerre européenne d'alors. Selon elle, « la préparation militaire conduit inévitablement à la guerre [...]. Elle encourage la création de groupes d'intérêts, qui travaillent consciemment et délibérément à augmenter la production d'armements et à entretenir une hystérie belliciste. » Elle considérait également que la préparation militaire n'avait pas pour principal objet la guerre contre un ennemi extérieur mais avant tout la guerre contre le mouvement ouvrier, l'ennemi intérieur.

Se déployant dans de multiples champs, la préparation militaire entraîne les autres dans son sillage. Au travers de sa guerre commerciale, Donald Trump cherche entre autres à intensifier la militarisation des pays européens et ceux-ci semblent prompts à abonder dans ce sens. Cette préparation militaire justifie entre autres l'investissement dans des technologies de plus en plus poussées en matière de contrôle, de surveillance, de destruction, et leur utilisation par des États non seulement à l'extérieur de leurs frontières, mais aussi en matière de maintien de l'ordre sur leur propre territoire. Confirmant la pertinence de certains écrits sur la militarisation du maintien de l'ordre à

l'international (Wood, 2015), Trump envoie la Garde Nationale à Los Angeles², appuyée dans le ciel par un hélicoptère de l'armée et des drones militaires permettant de collecter des informations sur le déplacement des manifestants. Les drones, exhibés dans les salons d'armement, ont aussi trouvé leur place dans le maintien de l'ordre français. Le 10 septembre 2025, pour surveiller la journée de mobilisation « Bloquons tout ! », plusieurs arrêtés préfectoraux ont exceptionnellement permis le survol de villes par des drones. Déjà durant la pandémie de Covid-19, des drones avaient été déployés dans des villes comme Marseille ou Paris pour appuyer les mesures de police. Le Conseil d'État avait souligné l'extra-légalité du déploiement de ces drones à Paris, c'est-à-dire leur utilisation en dehors du cadre prévu par la loi Informatique et Libertés, portant une atteinte « grave et manifestement illégale au droit au respect de la vie privée ». Il ne faudrait cependant pas occulter le fait que ces pratiques de surveillance aérienne en appui des opérations de maintien de l'ordre ne datent pas d'hier et que dès 2007, à la suite des émeutes de 2005 et de la déclaration de l'état d'urgence, l'usage de drones en remplacement de dispositifs aériens plus habituels, bruyants et visibles, utilisés pour surveiller la Seine-Saint-Denis, était déjà envisagé³. La militarisation de la répression et du maintien de l'ordre à l'échelle internationale invite à deux constats. D'une part, il s'agit d'un processus global qui, s'il peut être illégal, s'appuie aussi parfois sur des mesures légales d'exception qui intègrent progressivement le droit commun⁴. Aux États-Unis, ce n'est pas la première fois que l'on constate sous l'administration de Trump un recours – constitutionnellement flou – à de tels moyens militaires pour la surveillance et le contrôle des mouvements sociaux⁵. D'autre part, la militarisation et les technologies de maintien de l'ordre s'appuient le plus souvent sur des zones d'expérimentation, des « marges » ou des « marginalisés » qui font office de laboratoire du sécuritaire et de la répression

2 Dans le cadre des manifestations contre les rafles de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE).

3 Isabelle Mandraud, « Des drones pour surveiller banlieues et manifestations. Les responsables de la police réfléchissent au “commissariat du futur” », *Lemonde.fr*, 11/11/2007.

4 La politiste Vanessa Codaccioni faisait d'ailleurs mention des nombreuses lois produites suivant cette logique de normalisation de l'état d'urgence au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron : loi anticasseurs, loi sécurité globale, loi contre le séparatisme et la disposition, finalement non adoptée, de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche visant à punir les troubles au bon fonctionnement de l'Université d'une année de prison et 7 500€ d'amende, jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 45 000€ d'amende en cas de récidive (Codaccioni, Rebeyrolle & Puaud, 2021 : 190).

5 Lors des manifestations faisant suite au meurtre de Georges Floyd, un drone similaire à ceux de Los Angeles avait été déployé dans le ciel de Minneapolis.

(Rigouste, 2009). Aussi, questionner le déploiement de telles technologies contre les populations ne peut faire l'économie d'une réflexion plus large sur la violence de la « guerre à distance » qui s'exerce contre des ennemis extérieurs et sur les acteurs qui participent à la production et au maniement de ces technologies (Chamayou, 2013).

Celui qui se targue désormais d'avoir stoppé sept guerres – et brigue le Prix Nobel de la Paix – est aussi l'un de ceux qui s'y prépare et s'entoure d'acteurs aussi va-t-en-guerre et adeptes de la désinformation que lui, tel que Elon Musk nommé pour un temps au D.O.G.E⁶.

Il faut également souligner qu'en parallèle, ce sont aussi des technologies du civil qui se trouvent mobilisées dans des cadres policiers et militaires. À Los Angeles, le maintien de l'ordre a trouvé d'autres alliés avec des voitures autonomes de Google qui, tout en sillonnant les rues de Los Angeles à des fins de cartographie, transmettent les vidéos de leur système de pilotage aux forces de l'ordre. Rappelons aussi que la Commission européenne avait donné son accord pour expérimenter un système d'intelligence artificielle dénommé *iBorderCtrl*, un détecteur de mensonge reposant sur la reconnaissance faciale et l'analyse des micro-expressions du visage afin de faciliter le travail des gardes-frontières. Commentant l'usage désormais fréquent de robots et d'algorithmes aux frontières, l'anthropologue et juriste polonaise Petra Molnar fustigeait dès 2021 les projets comme *iBorderCtrl*, soulignant non seulement l'irrecevabilité juridique des techniques utilisées, les biais d'interprétation culturels et d'un point de vue éthique, la déshumanisation des personnes en situation d'exil et de tout être humain face à ces technologies (Molnar, 2024). Au-delà des points de contact frontaliers, ce sont surtout l'intégralité des parcours d'exil et le quotidien dans les camps de réfugiés et d'exilés qui sont marqués par cette « violence technologique » (Molnar et Saint-Saëns, 2024 : 39), un système de robots, de caméras, d'armes sublétale et de technologies biométriques.

Ces programmes et algorithmes désormais désignés sous le nom d'intelligences artificielles, ont rejoint la cohorte de technologies soutenues par la préparation militaire. Qu'il soit abordé avec fascination, réserve ou prudence, le sujet des intelligences artificielles est d'ailleurs bien trop souvent traité de sorte à disjoindre les applications qui en sont faites. Ainsi, on s'attarde à questionner les bienfaits ou méfaits de l'agent conversationnel *ChatGPT*, s'agissant

6 L'IA Grok développée par Elon Musk pour le réseau social X a par exemple pu distiller les thèses complotistes reprises par Donald Trump sur un prétendu « génocide blanc » en Afrique du Sud alors même que les requêtes des utilisateurs portaient sur des sujets très éloignés, *Lemonde.fr*, 15/05/2025.

de l'éducation, de la santé mentale, de la médecine, en se souciant bien peu souvent du fait que la maison-mère de cette IA, *OpenAI*, déploie désormais ses compétences pour le compte de l'armée américaine aux côtés de *Meta*, *Palantir Technologies* et plus récemment *Anduril Industries*.

Ces technologies présentent un potentiel meurtrier que d'aucuns soulignent, d'autant que l'automatisation entraîne toute une série de questions éthiques. Dans le cadre de ses opérations de guerre à Gaza et au Liban, Tsahal, l'armée israélienne, a fait usage d'au moins deux technologies algorithmiques qui lui ont permis d'automatiser l'identification de cibles humaines et infrastructurelles. La première, un système d'intelligence artificielle baptisé *Habsora*⁷, est qualifiée par un ancien officier des renseignements israéliens comme une « usine à assassinats de masse » dans la mesure où certaines cibles de bombardement comme des résidences privées peuvent être choisies en raison de la présence d'un membre connu ou présumé du Hamas en dépit de la présence de membres de sa famille ou de civils (Delori et Wasinski, 2025). La seconde, *Lavender*⁸, est un programme alimenté par IA utilisé avant la guerre de 2023. Elle a conduit, à partir d'une base de données, à la désignation de 37 000 Palestiniens en tant que membres potentiels du Hamas (*ibid* : 7). Comme le soulignent les traducteurs du journaliste Yuval Abraham qui a enquêté sur ces technologies, le fonctionnement de ces intelligences artificielles est rendu possible par des décennies de contrôle policier à l'encontre des Palestiniens, permettant de collecter des données *via* reconnaissance faciale, cyberespionnage, lecture automatisée des plaques minéralogiques, etc.

Plus que jamais, les technologies modernes demeurent inféodées aux pratiques répressives, elles-mêmes étendues à la sphère civile, sans que cela ne suscite apparemment de débat de fond dans les sociétés occidentales. Participer au dévoilement de tels usages dévoyés, d'autant plus insidieux qu'ils se donnent rarement à voir pour ce qu'ils sont, c'est là l'une des missions que se donne la recherche en sciences sociales et à laquelle le *Journal des anthropologues* entend participer.

7 Traduit en français par Évangile, étymologiquement « Bonne Nouvelle ».

8 Traduit en français par « Lavande ». L'origine du mot provient lui-même de l'action de laver.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABRAHAM, Y. (2024), « Lavande » : L'intelligence artificielle qui dirige les bombardements israéliens à Gaza, *+972mag.com*, 03/04/2024.
- CHAMAYOU, G., (2013). *Théorie du drone*. Paris : La Fabrique.
- CASCIARRI, B., AL-AMEEN AL-FAKI, A. & AL-NOUR, S.I., (2024). Guerre ou révolution ? Lire le conflit soudanais par un retour sur les Comités de Résistance. *Journal des anthropologues*, 176-177, 165-179. <https://doi.org/10.3917/jda.176.0165>
- CODACCIONI, V., REBEYROLLE, M. & PUAUD D., (2021). Répressions d'État, politiques sécuritaires et stratégie de résistance. *Journal des anthropologues*, 166-167, 179-193. <https://doi.org/10.4000/jda.11294>
- DELORI, M. & WASINKI, C., (2025). L'intelligence artificielle dans la guerre israélienne à Gaza. Histoire de la production d'une violence libérale de masse. Autour d'une enquête de Yuval Abraham. *Cultures et conflits*, 137, 105-136.
- GOLDMAN, E., (1915). Preparedness, the Road to Universal Slaughter. *Mother Earth*, 10(10), 331-338, en.wikisource.org
- JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES (2025). *De dangereux éléments de langage*, Éditorial, 180-181, 9-12.
- MOLNAR, P., (2024). *The Walls Have Eyes: Surviving Migration in the Age of Artificial Intelligence*. New York : The New Press.
- MOLNAR, P., SAINT-SAËNS, I. (trad.), (2024). Les nouvelles technologies frontalières, *Pleins droits*, 140, 39-42. <https://doi.org/10.3917/pld.140.0041>
- RIGOUSTE, M., (2009). *L'ENNEMI INTÉRIEUR*, Paris : La Découverte.
- WOOD, L.J., (2015). *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Paris : Lux.

PALESTINE ET IMAGINAIRES DE LUTTE

Kassia Aleksic* – Judith Hayem** – Fatiha Kaouès***

La tragédie palestinienne offre un terrain d’investigation particulièrement complexe où se cristallisent des dynamiques de pouvoir, de résistance et des imaginaires de lutte qui transcendent les frontières géographiques et temporelles, tant par leurs ancrages que par leurs échos. C’est fortés de cette conviction et désireuses de ne pas rester silencieuses, en tant que chercheuses, par rapport à ce que nous nous sommes accordées très tôt à nommer un génocide, que nous avons décidé, au printemps 2024, en discussion avec le comité de rédaction du *Journal des Anthropologues*, de consacrer un numéro à la Palestine.

Réunir des textes partant des terrains, mettant en regard des imaginaires instituants et institués au sens où l’entend Castoriadis, des répertoires de lutte et des engagements et stratégies divers en faveur de la Palestine documentés par la recherche académique, peut sembler de bien peu de poids face au désastre actuel. Pourtant, dans ce moment de violence et de chaos, marquant un tournant historique qui redépose les alliances géopolitiques mondiales et interroge les capacités politiques des celles et ceux qui se mobilisent – parfois massivement¹ – *en faveur de la Palestine* et face aux décisions de leurs propres dirigeants, nous sommes convaincues que la recherche académique a toute sa place. Même si elle n’exonère pas de l’action politique. Il est utile, et même indispensable, de se saisir de manière critique des connaissances disponibles, de les rendre accessibles et d’en susciter et produire de nouvelles pour mettre en discussion

* CESSMA, UMR 245 IRD, Université de Paris, Inalco
Courriel : kassiaaleksic@gmail.com

** Université de Lille, Clersé, UMR 8019 CNRS
Courriel : judith.hayem@univ-lille.fr

*** CNRS – GSRL (Laboratoire groupe sociétés, religion, laïcité)
Courriel : fatiha.kaoues@cnrs.fr

1 Tens of thousands march across world in support of Palestinians in Gaza.
[aljazeera.com](https://www.aljazeera.com), 24/08/2025.

les différentes analyses produites sur la situation en Palestine et les résistances là-bas et ailleurs. Ceci afin de comprendre, s'orienter et, le cas échéant, agir. L'exacerbation des clivages idéologiques et la censure latente ou explicite dans les institutions universitaires françaises de toute position analytique ou critique à l'endroit de la politique du gouvernement israélien confondue sans discernement avec de l'antisémitisme n'a fait que renforcer notre conviction. L'appel à se mobiliser et prendre la parole, en tant qu'universitaires, de Rachele Borghi et Laila Sit Aboha dans ce dossier, analyse finement, ce « double standard » qui pèse sur les études palestiniennes et décoloniales et « l'injustice épistémique » que cela entretient². Nous avons quant à nous fait le choix, non de la neutralité³, mais de la mise à distance historique et de l'objectivation intellectuelle, face à la brutalité du présent et à la chronotopie qui en résulte. Dès lors, nous ne pouvions pas faire l'économie, en introduction de ce dossier, d'une mise en perspective historique révélant les continuités et les ruptures d'un projet colonial organisé de longue date, ainsi que les transformations concomitantes des référents et modalités de lutte qui accompagnent et structurent la résistance palestinienne.

Les articles réunis dans ce dossier se sont en effet attachés à rendre intelligible et manifeste la diversité des résistances à la politique de colonisation d'Israël en Palestine et ailleurs. Ils émanent de chercheurs en sciences sociales qui, pour la plupart travaillent depuis de nombreuses années sur la question palestinienne. Les logiques d'engagement qu'il et elles analysent sont diverses et si tous les articles mettent en lumière des aspirations pour l'avenir, elles ne sont pas toutes du même ordre. Le rôle de la recherche n'est pas de trancher dans cet ordre des possibles, il s'agit au contraire de disposer le champ du débat et de faire place à la diversité des points de vue. Tel a été notre gouvernail dans le choix des articles. En réunissant des travaux portant non seulement sur les résistances et les imaginaires des Palestiniens·ne·s eux-mêmes, *in situ* (Samira Jarrar) et en exil (Arnaud Béal et Béatrice Heurtault; Noor Shihadeh), mais aussi sur les acteur·ice·s non-palestinien·ne·s de la lutte pour la Palestine dans différents pays, en France (Maud Pérez), en Afrique du Sud (Judith Hayem), au Canada et aux États-Unis (Caterina Bandini), nous avons tenté de donner à voir un

2 Signalons la remarquable conférence cabaret *We stand (up) with Palestine* interprétée par R. Borghi dans laquelle elle incarne avec force la thèse qu'elle défend avec Laila Sit Aboha dans cet article.

3 Équipe rédactionnelle du *Journal des anthropologues*. Face à l'anéantissement de Gaza. *Journal des Anthropologues*, 2024, 176-177.
Judith Hayem. 2023. Sortir de la sidération, oser nommer, s'orienter. *L'Homme et la Société*, 2, 219.

aperçu de la dimension internationale, sinon internationaliste de cette cause. Il était essentiel à nos yeux de faire une place aux résistances juives et israéliennes en faveur de la Palestine. Notre appel à articles avait d'ailleurs suscité des propositions émanant d'organisations juives françaises, qui à l'instar d'autres de par le monde, s'organisent pour se distancier de la politique d'Israël et proposer des alternatives. L'article de Caterina Bandini, retenu dans ce dossier examine l'activisme de Juif·ve·s canadien·ne·s et nords-américain·e·s établi·e·s en Israël et impliqué·e·s dans des associations de solidarité avec les Palestinien·ne·s. La chercheuse identifie trois modalités complexes pour inventer une nouvelle identité juive susceptible de concilier leur rapport critique au sionisme, leur pratique religieuse et leurs engagements pour la cause palestinienne. Le panorama aurait dû être bien plus vaste, n'eurent été la place disponible et la nécessité de faire un choix. Nous avons par exemple reçu des propositions sur l'Algérie et le Maroc ou encore l'Irlande (Louvet, 2024) où l'écho des histoires coloniales nationales engage leurs habitant·e·s aux côtés des Palestinien·ne·s, comme elle résonne chez les ultras parisiens du virage d'Auteuil, dont les parents ou les grands-parents étaient souvent originaires du Maghreb. L'article de Maud Pérez dans ce numéro nous montre ainsi comment l'identité politique des supporters d'Auteuil se forge à la fois dans l'antiracisme qui les oppose localement aux tribunes des ultras de droite mais aussi dans une référence symbolique à la Palestine, qui voit circuler de manière de plus en plus globalisée les codes, les chants, les couleurs et les symboles. Le déploiement du drapeau palestinien et de tifos porteurs de slogans dans les stades de football du monde entier s'accélère d'ailleurs depuis octobre 2023, rappelant que l'arène sportive peut devenir un lieu de politisation, de mobilisation et de pouvoir potentiel⁴.

Mais la mobilisation en faveur de la Palestine ne date pas de 2023, *a fortiori* celle des Palestiniens et des Palestiniennes eux-mêmes. C'est pourquoi nous avons fait le choix dans cette introduction de présenter en regard du contenu du dossier les différentes séquences de cette résistance. De l'expérience fondatrice de 1948, celle de la *Nakba* ou Catastrophe, pour les Palestiniens, en passant par les soulèvements populaires des Intifadas, jusqu'au processus génocidaire, se donne à voir une généalogie de formes de résistance adossées à une pluralité d'imaginaires de lutte qui éclairent les prises de position contemporaines en faveur de la Palestine dont ce numéro documente la diversité des formes, des lieux, des supports, des acteurs et des pratiques. Les attaques meurtrières du

⁴ C'est ce qu'a rappelé l'ex-star française de Manchester United, Éric Cantona, dans un vigoureux appel à boycotter Israël, comme la Russie, dans les compétitions de l'UEFA et de la FIFA, conclu par ces mots : « Nous avons du pouvoir, vous avez du pouvoir. Et tous les fans du football ont le pouvoir de quitter les tribunes. ». [youtube.com, 09/2025](https://www.youtube.com/watch?v=9DyfJyfJyfJ).

Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 et la prise d'otage de 251 ressortissants israéliens relèvent de crimes de guerre. Ils ont provoqué une réplique faite de violences extrêmes et ininterrompues, lesquelles s'inscrivent dans une histoire bien plus longue, commencée dès 1948 et marquée par un processus continu d'effacement de la Palestine, dont l'entreprise génocidaire en cours constitue l'aboutissement tragique.

Le droit international l'affirme sans ambages : le peuple palestinien dispose d'une légitimité juridique de recourir à la force armée contre l'occupation militaire qu'il subit. Cela ressort du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève 1977 (dont la France est signataire), mais aussi de plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme les résolutions 2649 (1970) et 37/43 (1982), lesquelles reconnaissent le droit des peuples sous domination coloniale à lutter pour leur autodétermination par tous les moyens dont ils disposent, la résolution 3070 (1973) mentionnant explicitement le recours à « la lutte armée » à cette fin. Cependant, ce droit à la résistance armée n'est pas illimité et demeure régi par les principes de distinction et de proportionnalité, de sorte que les attaques du Hamas ayant pris pour cibles des civils israéliens le 7 octobre 2023 constituent des crimes de guerre. On le voit, il est donc parfaitement admissible de tenir ensemble tout à la fois la reconnaissance du droit du peuple palestinien à la lutte armée et la condamnation tout aussi claire des crimes de guerre perpétrés contre des populations civiles israéliennes.

D'où vient alors la difficulté à affirmer ce que le droit international soutient sans ambiguïté ? Cette difficulté – voire impossibilité en certains cas – à dire ce qui, au fond, n'est que l'expression brute du droit tient, à notre sens, au refus de reconnaître la dimension éminemment coloniale du conflit israélo-palestinien et l'occupation ininterrompue de la Palestine⁵. Cet aveuglement est d'après nous au cœur de la tragédie en cours, et c'est l'un des objectifs de ce dossier que de participer à son dévoilement⁶.

5 Officiellement la France reconnaît le statut de territoire occupé pour Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est depuis 1967. Cette position a été réaffirmée suite à l'avis consultatif de la CIJ du 19 juillet 2024 qui a conclu que l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est viole le droit international. En conséquence, la France s'est jointe au vote de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 18 septembre 2024 exigeant qu'Israël mette un terme à l'occupation dans un délai de 12 mois – résolution demeurée comme tant d'autres sans effet. Cf: Déclaration de M. Diego Colas, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, représentant de la France, devant la Cour internationale de Justice, dans son audience publique du 21 février 2024, *icj-cij.org*, 19/02/2024.

6 Voir aussi : VALLY S., EID H. (2025). Palestine : Perspectives on decolonisation. *Journal of Holy Land and Palestine Studies*, 24(2), 129-132.

La Nakba comme matrice : genèse d'un processus d'effacement (1948-1967)

La Nakba de 1948 est l'événement matriciel signifiant la volonté d'effacer la Palestine. Comme l'a démontré Ilan Pappé (2024), cette catastrophe s'inscrit dans un plan délibéré et méthodique destiné à vider la Palestine de sa population. La logique coloniale s'est concrètement affirmée avec l'expulsion de plus de 750 000 Palestiniens et la destruction de 531 villages, combinant élimination physique et effacement mémoriel. Dans ses travaux, Sbeih Sbeih, analyse les manières dont la Nakba structure profondément les mémoires collectives palestiniennes, que l'effacement affecte autant que le territoire puisqu'il est question de faire disparaître jusqu'aux traces de l'existence palestinienne originelle. Les Palestiniens résistent à cette entreprise d'oblitération par la transmission orale, la sauvegarde des objets du quotidien et une cartographie mentale des villages détruits. On trouvera des exemples de ces pratiques rapportés par les exilé·e·s palestinien·ne·s vivant en France, dont les psychologues B. Heurtault et A. Béal analysent ici les rapports douloureux au pays qu'ils et elles ont quitté et la nécessité psychique de voir reconnaître la spoliation dont ils et elles ont été victimes. Dès cette période fondatrice, les éléments clés du conflit sont en place avec une modalité du projet sioniste (Said, 1979 ; Sand, 2024) qui, poussée à son terme logique, pose la disparition des Palestiniens comme aboutissement. Dès lors, émerge et se développe une conscience nationale palestinienne à partir de laquelle se forgent, dans l'exil et la dépossession, les premiers imaginaires de lutte marqués par le traumatisme de la perte et l'espérance du retour (Heurtault, Béal, *ibid*). Dans les années 1950, la figure du combattant *fedayin*, la tête recouverte d'un keffieh, est le symbole d'une résistance armée qui puise sa légitimité dans la reconquête du territoire perdu.

Face à la violence coloniale, la lutte armée ne constitue qu'une des nombreuses modalités de résistance à l'œuvre, parmi lesquelles il nous faut évoquer certaines pratiques culturelles. La clef (*miftah*) apparaît ainsi comme un symbole matérialisant la permanence de l'attachement au foyer perdu et l'espérance maintenue intacte du retour. Ces objets-mémoires charrient une forte charge émotionnelle. Ils sont autant de « preuves » de l'existence palestinienne antérieure qui consolident la résistance naissante.

L'occupation de 1967 : intensification de la colonisation et recomposition des résistances

La guerre de juin 1967 marque une accélération dramatique dans le processus d'effacement des Palestiniens. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza et la colonisation qui s'ensuit, lèvent le voile sur la dimension proprement territoriale au cœur du projet sioniste. L'installation progressive de plus de

800 000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en violation flagrante du droit international, entraîne une fragmentation continue du territoire et entérine une transformation profonde du paysage palestinien : la confiscation des terres, les restrictions des mobilités, la démolition des maisons deviennent systématiques. Dans leurs travaux sur l'occupation militaire et ses effets sur la société palestinienne, Stéphanie Latte Abdallah et Véronique Bontemps (2025) voient dans cette période l'émergence d'un nouveau régime de domination coloniale qui ne vise plus seulement l'effacement physique des Palestiniens mais leur contrôle biopolitique total : domestication des corps, gestion des mobilités, administration du quotidien. L'occupation instaure un arsenal de techniques disciplinaires matérialisé par des check-points, des couvre-feux et des permis de séjour qui contrôlent l'existence palestinienne dans sa totalité. Dans la discussion qu'elle consacre à l'usage de la catégorie d'apartheid israélien dans ce numéro, Judith Hayem montre comment le découpage territorial qui en découle apparaît aux Sud-Africain·e·s mobilisé·e·s pour la Palestine comme un miroir de la ségrégation raciale radicale qu'ils et elles ont vécue. Tout en pointant les limites de cette comparaison pour analyser la spécificité du sionisme, elle analyse comment le vécu incorporé de l'apartheid opère alors chez elles et eux, en particulier depuis le Forum mondial des ONG à Durban en 2001, comme un mécanisme d'identification avec le sort des Palestiniens et un moteur de leur mobilisation contemporaine. Cette intensification du colonialisme de peuplement israélien génère de nouveaux imaginaires de lutte, portés notamment par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et ses différentes factions. La résistance palestinienne se structure alors autour d'un projet national de libération qui s'inspire d'autres mouvements de décolonisation du Tiers-Monde. La figure du *fedayin* laisse place à celle du combattant révolutionnaire, incarnée par des personnalités telles que Ghassan Kanafani ou Leila Khaled. Portés par ces nouvelles représentations, les argumentaires de lutte façonnent un langage politique élaboré mêlant nationalisme arabe et marxisme-léninisme (Khoury, 2025). Les camps de réfugié·e·s se donnent à voir comme des laboratoires politiques, où sont forgées de nouvelles formes d'organisation sociale et de mobilisation collective. Ces lieux d'exil forcé se muent en espaces mémoriels où se transmettent et se réinventent les luttes (Hanafi, 2008).

Les Intifadas : soulèvements populaires et nouveaux imaginaires

La première Intifada (1987-1993) instaure une nouvelle ère. Pour la première fois depuis 1948, la résistance est essentiellement portée par une nouvelle génération née sous occupation opérant dans les territoires occupés eux-mêmes. Des formes d'action innovantes sont déployées : désobéissance civile, boycott des produits israéliens, grèves générales. Comme le montre Stéphanie Latte

Abdallah, l'Intifada induit un renouvellement profond des modes d'action. Les concepts de « résistance ordinaire » et « holiste » qu'elle propose décrivent une pluralité de micro-pratiques qui relèvent d'une résistance à bas bruit, dans l'objectif de contester l'ordre colonial au quotidien. Ces pratiques qui semblent de faible intensité comme le fait d'entonner des chants nationalistes ou de planter un olivier constituent autant d'actes de résistance quotidienne à l'occupation. Elles renvoient également aux tactiques de contournement des mesures contraires imposées par l'occupant, comme le développement de réseaux d'entraide destinés à préserver les liens familiaux et communautaires, et faire pièce à la fragmentation territoriale. Dans cet agir quotidien, les pratiques corporelles jouent un rôle clé. Le lancer de pierres (*hajar*) vers les soldats de l'occupation, symbole de l'écart des forces abyssal qui oppose un peuple sans armée et une puissance militaire dotée de l'arme nucléaire, imprime une grammaire visuelle de la résistance à l'oppression. Comme l'a analysé l'anthropologue Julie Peteet (1994), la figure de l'enfant lanceur de pierres comme site de résistance incorporé produit ses effets bien au-delà des territoires palestiniens. S'inscrivant dans une perspective geertzienne, Julie Peteet analyse le lancer de pierres comme une performance culturelle et corporelle chargée de sens, un acte de résistance agissant comme un processus initiatique qui transforme l'identité sociale. L'article de Samira Jarrar nous offre dans ce dossier un exemple saisissant en la matière. Il explore la façon dont la transplantation d'organes, de tissus et de fluides corporels en Palestine façonne à la fois la domination coloniale et la résistance politique. Alors qu'Israël pille les corps des martyrs palestiniens pour son propre usage médical, comme pour signifier encore la déshumanisation de ses ennemis, les prisonniers palestiniens parviennent à donner naissance à une descendance en s'organisant pour « libérer leur sperme » pour la procréation à distance. La naissance de 115 enfants par ce procédé devient ainsi, montre l'auteure, un geste de résistance créateur d'un « nouveau corps politique ». Les femmes palestiniennes jouent un rôle clé dans ce mouvement en déployant des formes singulières d'organisation. Leur engagement actif dans les manifestations et l'organisation de réseaux de solidarité contribuent à élargir et diversifier les répertoires de lutte en défiant les rapports de genre traditionnels.

Cependant, la militarisation du conflit et l'apparition des attentats-suicides contre l'occupation révèlent l'ampleur de la désespérance palestinienne suite à l'échec du processus d'Oslo. Dans ses travaux sur les « économies morales » de la violence, Didier Fassin propose un cadre d'analyse fécond permettant de saisir les enjeux de cette évolution. La place centrale du martyr (*shahid*) atteste de la force des représentations de la mort et du sacrifice dans la société palestinienne. Arme du désespoir, la mort manifeste la réduction du champ des possibilités et l'éloignement concomitant des perspectives de vie dignes. Elle révèle

les aspirations collectives d'un peuple, pour qui la mort individuelle est devenue une affirmation collective d'existence.

Vers le génocide : l'accélération de l'effacement (2000-2025)

Ces vingt dernières années débutant avec la seconde Intifada (2000-2005) sont marquées par une accélération dramatique du processus d'effacement palestinien. L'édification d'un mur de séparation (appelé mur de l'apartheid) en Cisjordanie s'ajoute au blocus hermétique imposé à Gaza depuis 2007, laquelle est décrite depuis lors comme une prison à ciel ouvert. De plus, les offensives militaires se succèdent à un rythme effréné contre la bande de Gaza (2008-2009, 2012, 2014, 2021) et la judaïsation ou « désarabisation » (sic) de Jérusalem et de la Cisjordanie s'inscrivent dans une intensification de la colonisation qui révèle le triomphe de l'extrême droite israélienne. Cette dernière soutient de plus en plus ouvertement le projet sioniste de Grand Israël, lequel nécessite l'effacement pur et simple des Palestiniens.

Les territoires palestiniens relèvent désormais de ce que Georgio Agamben appelle des « espaces d'exception », relégués en dehors du droit commun, réduits à une altérité irréductible. Gaza sert de laboratoire d'une politique de l'exception permanente, soumise à un enfermement total et un contrôle biopolitique absolu. Cette gestion exceptionnelle de la population palestinienne pose les bases du processus génocidaire mis en œuvre à partir d'octobre 2023. L'acquiescement occidental à la dévastation de Gaza dont Didier Fassin fait la démonstration en la qualifiant, en référence à la célèbre citation de Marc Bloch, d'étrange défaite et d'abîme moral, constitue un autre symptôme de cette politique d'exception. *A contrario*, la mobilisation des pays du Sud, non seulement les pays arabes et du Maghreb mais aussi l'Afrique du Sud, la Colombie ou encore l'Australie et le Japon est remarquable, faisant de la Palestine une nouvelle ligne de partage géopolitique.

Après le 7 octobre 2023, le génocide

Les attaques du 7 octobre 2023 et la dimension génocidaire de la riposte israélienne marquent un tournant historique majeur. Cette séquence est tout à la fois une poursuite du processus d'effacement de la Palestine commencé en 1948 et son aboutissement radical, une visée exterminatrice que certains dirigeants israéliens assument ouvertement. L'usage du qualificatif « animaux humains⁷ » par Yoav Galant, ministre israélien de la Défense, participe d'une entreprise de déshumanisation (Kelman,1989), légitimant leur disparition physique.

⁷ Kenza Soares El Sayed. Israël : Yoav Galant, le ministre à la tête de l'offensive militaire contre le Hamas. *lexpress.fr*, 13/10/023.

Dans ce contexte la comparaison des discours politiques et médiatiques occidentaux sur les conflits russe-ukrainien et israélo-palestinien révèle une asymétrie fondamentale dans la conceptualisation de la violence légitime⁸, comme l'analysent R. Borghi et L. Sit Aboha. Alors que le champ lexical pour décrire le premier emprunte au vocabulaire classique de la guerre dans ses modalités et ses buts et reconnaît d'emblée la dimension coloniale de l'attaque russe, l'objectif déclaré par Israël de « détruire le Hamas » est relayé sans distance critique. Cette distinction terminologique n'est pas anodine. Comme l'a démontré le philosophe italien Giorgio Agamben (1997), c'est un mécanisme fondamental du pouvoir souverain, qui distingue ceux qui peuvent être légitimement tués et les autres. La rhétorique de la « destruction » du Hamas produit précisément cette exclusion de l'ordre politique. Ce traitement discursif à géométrie variable illustre ce que Pierre Bourdieu appelle « l'effet de naturalisation » (1993) consistant à rendre certaines formulations comme évidentes et indiscutables. On retrouve ici les étapes de la déshumanisation identifiées par Herbert Kelman (1973) : l'« autorisation » qui exclut toute possibilité de recourir aux principes moraux standards pour réprimer l'expression de la violence extrême; puis, la « routinisation » qui interdit non seulement le recours aux questions morales mais aussi aux décisions morales. Dès lors, le Hamas n'est plus présenté comme un adversaire politique (d'Israël) à vaincre mais comme une entité à éradiquer, dans le droit fil de la logique schmittienne de l'ennemi total (1932). En dernière instance, la catégorie de l'ennemi légitime est peu à peu étendue à l'ensemble de la population gazaouie, une extension catégorielle dont les mécanismes sont bien analysés par Helen Fein (1993). Alors, peut s'exprimer sans fards la justification crue de son extermination par l'argument de la complicité collective : affirmer que « les Gazaouis ont voté pour le Hamas » induit une logique de la culpabilité collective qui transforme tout membre du groupe en cible légitime.

Cette déshumanisation s'inscrit dans une infrastructure idéologique qu'Edward Said a théorisée dans *L'orientalisme* (2005) : l'Autre oriental est désigné comme essentiellement violent, irrationnel et inaccessible à toute négociation politique. Dans la fresque historique qu'il consacre à l'histoire contemporaine de la Palestine, Rashid Khalidi (2025) démontre que la représentation orientaliste permet de légitimer l'exclusion des Palestiniens de l'ordre politique international. C'est la figure du « terroriste palestinien » scandée sans fin par les dirigeants israéliens qui leur permet d'imposer arbitrairement ce qu'Achille

8 En France, un tel constat peut être établi pour la majorité des médias y compris publics à quelques exceptions près comme le démontrent rigoureusement des sites spécialistes dans la critique médiatique comme Acrimed ou Arrêt sur images : <https://www.acrimed.org/Propagande-de-guerre-les-medias-au-garde-a-vous>, arretsurimages.net

Mbembe (2016) décrit comme une « différence anthropologique », autrement dit, une altérité radicale qui légitime leur exclusion de l'humanité commune pour leur dénier, *in fine*, le droit même à la vie. Ils rejoignent ainsi le rang des existences « non-pleurables » (*unmournable*), (Butler, 2021)⁹. Les sondages d'opinion israéliens révèlent à quel point ce processus fonctionne à plein, alors que la société israélienne exprime un soutien massif à la « déportation¹⁰ » des Palestiniens, illustrant une normalisation de l'imaginaire génocidaire.

Si les raisons d'un tel consentement au pire sont plurielles et complexes, les médias y jouent certainement un rôle important. En attestent des travaux sur la question qui montrent empiriquement comment les médias occidentaux créent une hiérarchisation des victimes, notamment fondée sur leur origine ethno-religieuse, générant une géographie morale inégalitaire (Moeller, 2019).

C'est là sans doute que les outils de l'anthropologie jouent un rôle essentiel de révélateur de ce qui se produit, bien au-delà des frontières exiguës du territoire palestinien. Le traitement discursif du conflit à Gaza confère au peuple palestinien un régime d'exception où les normes classiques du droit international humanitaire et de la reconnaissance de l'humanité de l'adversaire sont suspendues. On se situe ici dans ce que Étienne Balibar (2010) décrit fort justement comme les limites de l'universalisme occidental qui, derrière le vernis de civilité et de valeurs civilisationnelles sans cesse brandies, révèlent la persistance de hiérarchies raciales dans la conception contemporaine de l'humanité.

Imaginaires de lutte palestiniens : stratégies de réhumanisation

Confrontés à ces processus pluriels de déshumanisation, mis en mots, traduits en actes, les Palestiniens déploient une pluralité de stratégies dans l'objectif d'assurer leur survie symbolique, mémorielle et à présent, leur survie tout court. Les dessins d'Abod Nasser dans ce numéro l'illustrent tout particulièrement, et plus largement l'ensemble des œuvres présentées, puisque toutes, réalisées à Gaza en temps de guerre, le sont avec des moyens de fortune. Dans ce processus, le *sumud* (persévérance) tient un rôle éminent. Appréhendée comme une forme de résistance quotidienne et infrapolitique, productrice d'*agency* collective, la culture du *sumud* est perçue comme une source principale de résilience pour

9 Dans leur traduction de l'article de Butler intitulé *La pleurabilité du vivant* (1/3) (2021, 2) Dawn Sheridan, Arto Charpentier et Emmanuel Levine ajoutent en note 1 cette précision importante : « “Pleurabilité” – est désormais la traduction habituelle du terme de “grievability” en français. Cependant, il est important de rappeler que pour Butler, être en deuil (to grieve) n’implique pas simplement des larmes, mais aussi potentiellement la colère, la dénonciation, la lutte, la résistance, etc. ».

10 Lior Sheffer, Alon Yakter and Yael Shomer. Opinion, That Alarming Poll Showing 82% of Israelis Back Gazans' Expulsion? It's Wrong. *haaretz.com*, 04/06/2025.

les Palestiniens. Ce terme qui renvoie en arabe à l'idée de persévérence s'inscrit dans une sorte d'épistémologie de la résistance dont les travaux de l'anthropologue Lila Abu-Lughod attestent de la vitalité (2007). Le *sumud* n'entend pas seulement résister à l'effacement physique, il promeut un contre-imaginaire qui réaffirme la continuité et l'ancrage territorial historique palestiniens. Il opère à travers deux modalités en particulier. La testimonialité qui consiste à soutenir la transmission des récits de témoins (*shahid*, qui signifie aussi martyr) élevant la violence vécue au rang d'archive vivante. En second lieu, il développe une cartographie mémorielle, générant une géographie existentielle qui permet de résister à l'effacement spatial et de contourner la fragmentation géographique et politique du peuple palestinien.

Les œuvres poétiques, cinématographiques et les arts plastiques comme l'ensemble de la production culturelle palestinienne participent de cette construction d'un imaginaire national de résistance qui marque les esprits bien au-delà des frontières de la Palestine historique (Slitine, 2023). C'est ce que montrent notamment les travaux de Marion Slitine, grâce à laquelle nous présentons dans les cahiers d'illustrations de ce numéro un ensemble d'œuvres d'artistes palestiniens de Gaza réunies par ses soins¹¹. Ces créations esthétiques jouent le rôle de « contre-narratifs » qui opposent à l'effacement colonial la légitimité continue de l'existence palestinienne, comme s'en expliquent chacun à leur façon les artistes réunis dans ce numéro. Leurs dessins attestent de l'importance de la création pour dire la volonté de vivre jusqu'au cœur de la guerre, comme l'explique Marion Slitine dans l'article qu'elle consacre dans ce dossier au rôle de l'art face au génocide. Nous remercions chaleureusement les artistes¹² qui nous font l'honneur de contribuer à ce dossier et nous ont autorisées à reproduire gratuitement leurs œuvres, parmi lesquelles le puissant dessin de Sohail Salem en couverture de ce numéro.

Même dans le silence, la corporéité s'affirme espace de résistance, dans le port du keffieh, le partage d'images-symboles comme celle de la pastèque fendue utilisée en *emoji* dans les réseaux sociaux, portée en collier ou tatouée sur le corps, selon la logique sémiotique dévoilée par Roland Barthes (2010). Les manifestations performatives jouent à plein dans ce contexte, comme la danse populaire de la *dabke* exécutée lors de manifestations, autant de pratiques qui réinscrivent le corps palestinien comme sujet politique comme l'analyse Judith

¹¹ Ces artistes bénéficient des programmes de résidence artistique montés par le collectif *Ma'an for Gaza Artists*, fondé par Marion Slitine. *Facebook*, *instagram.com/maanforgaza/*

¹² Le cahier d'images est accompagné de notes d'intention et courtes biographies des artistes. Pour mieux apprécier ces œuvres et comprendre leur production, nous invitons les lecteurs à lire l'article de Marion Slitine paru dans la rubrique Anthropologie Visuelle.

Butler. Lorsque des objets ordinaires acquièrent ainsi une charge mythologique nouvelle, on se situe dans la perspective performative adoptée par la chercheuse, où les corps rassemblés et les signes qui leur sont associés créent l'espace politique de la contestation (Butler, 2015).

En Cisjordanie, la résistance populaire s'organise à partir de comités populaires locaux et de campagnes de boycott international (BDS, Boycott Desinvest Sanction). La lutte prend également des formes juridiques, contestant la domination israélienne pour soutenir la préservation de l'identité palestinienne. Ainsi en avril 2024, onze ONG dont Amnesty International et la Ligue des droits de l'Homme ont attaqué en justice l'État français pour l'obliger à cesser ses exportations d'armes vers Israël, tandis qu'en juillet 2025, l'association JURDI saisissait la Cour de justice de l'UE pour inaction face au génocide à Gaza, et pour réclamer la suspension immédiate des accords commerciaux avec Israël.

Par ailleurs, l'usage des réseaux sociaux cherche à reconstituer virtuellement la continuité palestinienne érodée par la fragmentation territoriale, ouvrant de nouveaux espaces de lutte, destinés à préserver une conscience nationale partagée. Internet, comme lieu d'une réunification virtuelle, génère de nouvelles formes de solidarité transnationale. Au travers de l'analyse des profils Instagram de la top-modèle Bella Hadid et du rappeur Saint-Levant, tous deux d'ascendance palestinienne, qui utilisent leur notoriété pour se faire porte-parole de la cause, Noor Shihadeh analyse dans ce numéro les modalités et la portée de cet engagement digital; ainsi que ses limites. L'article met en évidence les processus de diffusion et de mobilisation rendus possibles par ce medium qui déborde les limites territoriales. Mais cet usage n'est pas sans frein, tant il est modéré par les influenceurs eux-mêmes entre politisation et marchandisation de leurs profils et par les supports de media qu'ils utilisent.

**

Intégrer en temps réel l'actualité à nos analyses n'était pas du domaine du possible et cela n'était ni notre souhait ni notre objectif car tel n'est pas le rôle de l'anthropologie. Nous espérons toutefois, à l'heure où nous écrivons cette introduction¹³, que le contenu des articles réunis ici éclairera les réactions qu'a suscitées de par le monde la proposition unilatérale du « plan de paix » de D. Trump qui ne reconnaît pas les Palestinien·ne·s comme des acteurs politiques; ou encore l'état d'esprit des militants de la Sumud Flotilla, que le gou-

13 Ce texte a été écrit entre les 10 août et 31 octobre 2025.

vernement israélien a pour la seconde fois, et de manière attendue, arrêtés dans leur progression vers Gaza au début du mois d'octobre 2025¹⁴.

Nous espérons aussi que cet éclairage suscitera la pensée et ouvrira des chemins de réflexion et d'action permettant de s'opposer à l'anéantissement du peuple palestinien et sa colonisation. Le travail académique ne suffira certes pas à mettre en œuvre ces possibles. Puisse-t-il néanmoins y contribuer à sa mesure.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABU-LUGHOD, L. & SA'DI, A.H. (2007). *Nakba: Palestine, 1948, and the Claims of Memory; Series Title, Cultures of history*. New York : Columbia University Press.
- AGAMBEN, G. (1997). *Homo Sacer*. Paris : Seuil.
- BALIBAR, E. (2010). *Violence et civilité*. Paris : Galilée.
- BARTHES, R. (2010) [1957]. *Mythologies*. Paris : Seuil.
- BOURDIEU, P. (1993). « Effets de lieu ». Dans Bourdieu, P. (dir.), *La Misère du monde*, p. 249-263. Paris : Seuil.
- BUTLER, J. (2015). *Notes Toward a Performative Theory of Assembly*. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- BUTLER J., (2021). *Le vivable et l'invivable*. Paris : PUF.
- BUTLER, J. (2021) (2), « La pleurabilité du vivant (1/3) », traduit de l'anglais (États-Unis) par Dawn Sheridan, Arto Charpentier et Emmanuel Levine, *les-tempsquirestant.org*, 25/01/2025
- FASSIN, D. (2024) *Une étrange défaite, sur le consentement à l'écrasement de Gaza*. Paris : La Découverte.

¹⁴ Cette flottille, réunissant plusieurs centaines de militants, venus de 40 pays différents, à bord de 42 navires avait quitté l'Espagne en septembre dans le but de forcer le blocus imposé par Israël à Gaza et d'apporter une aide humanitaire d'urgence aux Palestiniens. Parmi eux, se trouvaient des personnalités connues telles Greta Thunberg, l'eurodéputée franco-palestinienne Rima Hassan, Mandla Mandela (petit-fils de Nelson Mandela) ou encore Ada Colau, ancienne maire de Barcelone. Au total, quelque 400 personnes ont été arrêtées et détenues, certaines faisant état de mauvais traitements et de tortures infligées par les forces israéliennes.

- FEIN, H. (1993) *Genocide: A Sociological Perspective*. Roubaix : Sage Publications.
- HANAFI, S. (2008). *Palestinian Refugee Camps in Lebanon: Laboratories of State-in-the-Making, Discipline and Islamist Radicalism*. London, Zed Books.
- KELMAN, H. (1973) Violence without Moral Restraint: Reflections on the Dehumanization of Victims and Victimizer. *Journal of Social Issues*, 29(4), 25-61.
- KELMAN, H. & HAMILTON, L. (1989). *Crimes of Obedience, Towards a Social Psychology of Authority and Responsibility*. New Haven (Connecticut), Yale University Press.
- KHALIDI, R. (2025). *Cent ans de guerre en Palestine, Une histoire de colonisation et de résistance*. Arles : Actes sud.
- KHOURI, N. (2025). La Palestine, une histoire portée entre les deux rives de la Méditerranée : Egypte, Liban, France. Entretien avec Dina el Khawaga. Dans SELIM, M., & YACINE, T. (Eds) (2025). *Affects de Guerre. Palestine*, p. 91-116. Paris : l'Harmattan.
- LATTE, A. S., & BONTEMPS, V. (Eds) (2025). *Gaza, une guerre coloniale*. Arles : Actes Sud.
- LOUVET, M.H. (2024). Les Troubles et le conflit au Moyen-Orient : alliances coloniales et solidarité transnationale. *Revue Française de civilisation britannique*, 29.2. <https://doi.org/10.4000/11pct>
- MBEMBE, A. (2016). *Politiques de l'inimitié*. Paris : La Découverte.
- MOELLER, S. (1999). *Compassion Fatigue, How the Media Sell Disease, Famine, War and Death*. New York, Psychology Press.
- PAPPÉ, I. (2024) [2006]. *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*. Paris : La Fabrique.
- PETEET, J. (1994). Male gender and rituals of resistance in the Palestinian "Intifada": A cultural politics of violence. *American Ethnologist*. February 21(1), 31-49.
- SAID, E. W. (2005). *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*. Paris : Seuil.
- SAID, E. W. (1979). *The Question of Palestine*. New York : Knopf Doubleday Publishing Group.
- SAND, S. (2024). *Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme*. Paris : Seuil.

SCHEFER, L. YAKTER, A. & SHOMER, Y. « Opinion, That Alarming Poll Showing 82% of Israelis Back Gazans' Expulsion? It's Wrong», *haaretz.com*, 04/06/2025.

SCHMITT, C. (1932). *La Notion de politique*. Paris : Calmann Levy

STILINE, M. (2023). Les « métamorphoses du politique » dans l'art contemporain de la Palestine post-Oslo. *Revue internationale de politique comparée*, 30(2), 105-138.

RÉSUMÉ

Dans cet article, les coordinatrices indiquent le positionnement qui a été le leur pour ce numéro, dont les textes ont été réunis alors que guerre et génocide se déployaient en Palestine. Elles évoquent ensuite les imaginaires de lutte et les grandes séquences de résistance qui ont rythmé le combat du peuple palestinien, ce qui, à leurs yeux, constitue un cadrage historique indispensable à la lecture du numéro. En regard de ces orientations, l'introduction présente de manière synthétique les arguments des différents articles réunis ici. Les premiers décrivent les luttes des Palestiniens en Palestine et dans la diaspora, y compris au travers de la création artistique ; les autres attestent de la diversité de formes et d'expression que prend le soutien à la cause palestinienne dans divers pays du globe.

Mots-clefs : Palestine, guerre, luttes, imaginaires, libertés académique ;

SUMMARY

Palestine and imageries of struggles

In this article, the editors outline their position for this issue, whose articles were compiled while war and genocide were unfolding in Palestine. They then discuss the imagery of struggle and the major episodes of resistance that have punctuated the Palestinian people's fight, which, in their view, provide an essential historical framework for reading the issue. In doing so, and in light of these different perspectives, the introduction provides a summary of the arguments presented in the various articles collected here. The first articles describe

Kassia Aleksic - Judith Hayem- Fatiha Kaouès

the struggles of Palestinians in Palestine and in the diaspora, including through their artistic creation, while the others attest to the diversity of forms and expressions of support for the Palestinian cause in various countries around the world.

Keywords: Palestine, war, struggles, imagery, academic freedom.